



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS  
Service protection de l'environnement

Affaire suivie par : V. MARTIN

☎ : 04.56.59.49.85

☎ : 04.56.59.49.96

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE

N°2013032-0013

Le Préfet de l'Isère  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment le livre V, titre 1<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) et l'article L.514-1 ;

**VU** l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société ARDAGH ALUMINIUM PACKAGING France au sein de son établissement, spécialisé dans la fabrication de corps d'aérosols, situé 370, route de Marcollin sur la commune de Beaurepaire, et notamment l'arrêté préfectoral N° 2011131-0020 du 11 mai 2011;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône-Alpes, du 3 janvier 2013, réalisé à la suite d'une visite d'inspection approfondie effectuée le 11 octobre 2012 sur le site de l'usine de Beaurepaire ;

**CONSIDERANT** que les dernières mesures réalisées sur les deux incinérateurs montrent des dépassements de la valeur limite fixée à 20mg/Nm<sup>3</sup> pour les émissions de composés organiques volatils (COV) en sortie des incinérateurs 1 et 2 ;

**CONSIDERANT** que la société ARDAGH ALUMINIUM PACKAGING France ne respecte pas les dispositions du paragraphe 2 de l'article 4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral N° 2011131-0020 du 11 mai 2011 ;

**CONSIDERANT** que le non respect des dispositions prévues par l'arrêté susvisé est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L.511-1, du livre V, titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de faire application de l'article L.514-1, section 1, chapitre IV, du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

## ARRETE

**ARTICLE 1er** – La société ARDAGH ALUMINIUM PACKAGING France (dont le siège social est situé à Paris (75008), 41 avenue de Friedland) est mise en demeure de respecter, pour **le 31 décembre 2013 au plus tard**, les dispositions du paragraphe 2 de l'article 4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral N° 2011131-0020 du 11 mai 2011, applicables à son établissement situé sur la commune de Beaurepaire, 370, route de Marcollin.

**ARTICLE 2** – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 4** – En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté peut être déféré au tribunal administratif, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

**ARTICLE 5** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de Vienne, le Maire de Beaurepaire et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ARDAGH ALUMINIUM PACKAGING France.

Fait à Grenoble, le 1<sup>er</sup> février 2013

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire général



Frédéric PÉRISSAT